

**Armelle Mabon, *Prisonniers de guerre  
« indigènes ». Visages oubliés de la France occupée,*  
Paris, La Découverte, 2010, 300 p.**

**Fabien Théofilakis**

Le travail de synthèse sur les prisonniers de guerre « indigènes » pendant la Seconde Guerre mondiale produit par Armelle Mabon s'inscrit résolument dans la tendance historiographique qui cherche à redonner une voix aux « oubliés » de l'histoire. À partir d'un carton d'archives remis en 1987 par une ancienne assistante sociale au service social colonial de Bordeaux pendant la guerre et à la suite d'un documentaire, *Oubliés et trahis*, réalisé en 2003 sur *ces captifs pas comme les autres*, l'auteure, consciente de l'existence d'un riche matériau archivistique et d'une réelle demande sociale, a voulu approfondir ce sujet.

Au fil de treize chapitres d'une quinzaine de pages chacun, l'historienne de l'action sociale détaille les particularités de la captivité de ces 40 000 prisonniers au triple prisme du fait colonial, de la gestion militaire et du cadre de la collaboration. Elle en précise les temps et les espaces. C'est en mai 1940 que sont capturés les premiers prisonniers, dont la grande majorité ne sera pas envoyée sur le sol allemand mais détenue dans une dizaine de *frontstalags* métropolitains, puis dans des centres coloniaux du rapatriement, et ce jusqu'en 1950 dans le cas des Indochinois. L'auteure présente les acteurs et leurs complexes relations de pouvoir ou de domination : les prisonniers « indigènes », dans la diversité de leur statut (prisonniers nord-africains et coloniaux, à savoir ceux originaires de l'Afrique équatoriale française/Afrique occidentale française (AEF/AOF), de Madagascar et d'Indochine) et l'inégalité de leur traitement (détention en camps ou en détachement de travail) ; les interlocuteurs français, de Vichy puis de la France Libre, dans leur multiplicité concurrentielle pour contrôler et soulager les prisonniers ; les autorités nazies à l'origine d'une active mais peu efficace propagande anti-coloniale... L'attention récurrente portée au rôle complexe des assistantes sociales, notamment *via* l'assistance coloniale aux prisonniers de guerre, et l'étude du remplacement des gardes allemands par des gardiens français pour « encadrer » les *kommandos* de travail acceptés par Vichy en octobre 1943, fournissent des exemples éclairants sur la portée indiciaire de cette captivité « indigène ». Ses enjeux sont appréhendés par les acteurs selon des logiques fortement marquées par le projet politique de Vichy et ses relations troubles avec l'occupant nazi : quelle est la marge de manœuvre de l'acteur local par rapport à son organisme de tutelle et son idéologie officielle ? Faut-il considérer la volonté d'adoucir le sort des prisonniers ou celle de les préserver de l'influence nazie ? L'ouvrage prend également en compte l'environnement dans lequel s'insère cette captivité : en métropole, les Français anonymes qui ont côtoyé, souvent employé ou aidé, parfois aimé, mais aussi dénoncé, cette présence exotique ; dans l'Empire, l'administration coloniale qui multiplie les interventions pour limiter tout contact jugé subversif entre « races » et garantir un rapatriement qui serait également un retour à l'ordre colonial. L'ouvrage évoque à plusieurs reprises les conditions dans

lesquelles s'effectue le retour, lequel, malgré les préconisations de certaines autorités en métropole, ne parvient pas à offrir aux combattants la reconnaissance attendue.

Au final, l'historienne cherche à expliquer en quoi ces prisonniers ont reçu un traitement particulier au regard des normes juridico-administratives théoriquement communes à l'ensemble des prisonniers de guerre. Elle montre combien le statut ambivalent de ces hommes – soldats de la défaite, mais combattants héroïques s'engageant, pour certains, dans la Résistance ; captifs soumis à la propagande d'un régime nazi dont l'armée n'a pas hésité à massacrer certains camarades en 1940 ; prisonniers devenus un enjeu de souveraineté pour les autorités françaises qui, dans le même temps, leur refusent toute reconnaissance – joue, dans un contexte de forts préjugés raciaux et colonialistes, en leur défaveur. De son côté, qu'il s'agisse des mesures prises par Vichy en faveur des prisonniers de guerre français (de la Relève à la transformation en travailleurs civils libres), de l'application de dispositions financières (solde, salaire, pension) ou de l'organisation de la démobilisation (politique de « blanchiment » à la libération qui consiste à retirer les éléments indigènes des unités), l'ordre militaire, loin de se montrer plus égalitaire que l'ordre colonial comme l'avaient espéré les « engagés volontaires » indigènes, poursuit la discrimination par d'autres moyens. L'auteure pointe combien les contacts entre « sujets » de l'Empire et « mère patrie » lors des processus de (dé)mobilisation ont été conflictuels, et demeurent douloureux, aujourd'hui encore, dans les souvenirs. La construction d'une mémoire extra-européenne de l'événement est ainsi abordée, notamment à travers la révolte de Thiaroye (Sénégal) en 1945, dont l'ouvrage retrace la genèse, la répression sanglante par les autorités française jusqu'à sa « mémorialisation » avec la création d'un cercle de réflexion et d'action pour le triomphe de Thiaroye 44 (CRATT Thiaroye 44) et, surtout, l'instauration, en 2004, d'une Journée du Tirailleur.

S'il s'efforce donc de couvrir un large spectre, l'ouvrage pâtit cependant de certaines faiblesses structurelles qui amoindrissent ses apports historiographiques. Le plan thématique comme la tendance de l'auteure à multiplier les sauts chronologiques altèrent la clarté de la démonstration. L'utilisation de sources orales sans présentation critique a un effet contrasté. Bien choisis, les témoignages donnent à entendre le vécu des protagonistes, mais le parti pris de mêler l'émotion à la rigueur historique se fait parfois au détriment de cette dernière : le devoir d'histoire est souvent recouvert par un devoir de mémoire qui dénonce le déni, réel, de reconnaissance plus qu'il ne le déconstruit. L'analyse aurait également gagné à élargir l'approche comparative à d'autres catégories discriminées, de prisonniers – comme les Allemands en mains françaises à partir de 1944 – ou de Français – femmes tondues, enfants nés ennemis, étudiés par Fabrice Virgili –, comme elle aurait pu prendre davantage en compte l'expérience combattante et prisonnière de la Première Guerre mondiale, désormais bien connue avec les travaux de Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker ou encore Bruno Cabanes, pour ne citer qu'eux. Cela aurait permis de mieux estimer la « prégnance colonialiste » (p. 66) à l'œuvre dans la gestion de cette captivité. On regrette aussi l'absence d'annexes (tableaux statistiques sur les effectifs, organigramme des différents services, carte des *frontstalags*, etc.) qui auraient utilement complété l'encart photographique et l'*index nominum*. Pionner, l'ouvrage d'Armelle Mabon ouvre donc la voie à des travaux ultérieurs qui permettront de préciser et compléter ses apports.